

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme  
51, boulevard Saint-Exupéry – CS 50121  
03403 – Yzeure Cedex

Yzeure, le 04/02/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **PRAXY CENTRE**

13 rue Jean Bonnet  
03300 Cusset

Références : 20260204-RAP-03-034-VPRAXYCENTRECusset  
Code AIOT : 0005600032

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/09/2025 dans l'établissement PRAXY CENTRE implanté 13 RUE JEAN BONNET 03300 Cusset. L'inspection a été annoncée le 10/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La présente visite s'inscrit dans le suivi de la procédure de cessation d'activité du site.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PRAXY CENTRE
- 13 RUE JEAN BONNET 03300 Cusset
- Code AIOT : 0005600032
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Autorisé à 03300 CUSSET depuis 1995, l'établissement PRAXY CENTRE est actuellement réglementé par l'arrêté préfectoral complémentaire d'autorisation n° 1049 du 13 mai 2022. L'exploitant a notifié la cessation d'activité effective le 31 décembre 2023.



## Thèmes de l'inspection :

- Sites et sols pollués

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle                        | Référence réglementaire                                  | Autre information |
|----|------------------------------------------|----------------------------------------------------------|-------------------|
| 1  | Notification cessation d'activité totale | Code de l'environnement du 18/09/2000, article R512-39-1 | Sans objet        |
| 2  | Attestation de mise en sécurité          | Code de l'environnement du 18/09/2000, article R512-39-1 | Sans objet        |
| 3  | Détermination de l'usage futur           | Code de l'environnement du 18/09/2000, article R512-39-2 | Sans objet        |
| 4  | Mémoire de réhabilitation                | Code de l'environnement du 18/09/2000, article R512-39-3 | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a installé des piézomètres et des piézairs afin de pouvoir fournir les compléments demandés par lettres préfectorales du 19 septembre 2024 et du 15 janvier 2025.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Notification cessation d'activité totale

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 18/09/2000, article R512-39-1                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Cessation d'activité                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>I.-Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés.<br>[...] |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant a notifié au préfet la cessation d'activité totale le 24 octobre 2023 pour le 31 décembre 2023.                                                                                                                                                                |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                         |

#### N° 2 : Attestation de mise en sécurité

|                                                                                           |
|-------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 18/09/2000, article R512-39-1 |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Cessation d'activité                          |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.</p> <p>L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées.</p> <p>[...]</p>                                                                                                                                                                                   |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a fait établir l'attestation de mise en sécurité (ATTES-SECUR) par le bureau d'études APAVE EXPLOITATION FRANCE (certificat n°38749-3 pour Sites et sols pollués - Études, assistance et contrôle (domaine A)). La version 1 a été reçue le 2 août 2024. Par lettres préfectorales du 19 septembre 2024 et du 15 janvier 2025, il est demandé des compléments à l'exploitant. La version 2 a été reçue par l'inspection le 14 novembre 2025.</p> <p>L'exploitant a fait installer des piézairs et des piézomètres afin de fournir les compléments demandés dans les lettres préfectorales sus-mentionnées, à savoir un diagnostic des eaux souterraines et/ou des gaz de sols.</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |

### N° 3 : Détermination de l'usage futur

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 18/09/2000, article R512-39-2</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Cessation d'activité</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I.- Lorsque l'exploitant procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés ne sont pas déterminés par l'arrêté d'autorisation, le ou les usages à considérer sont déterminés conformément aux dispositions du présent article et à la typologie des usages définie au I de l'article D. 556-1 A.</p> <p>II.- Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et aux propriétaires des terrains d'assiette des installations classées concernées par la cessation d'activité les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site, ainsi que ses propositions sur le ou les usages futurs qu'il envisage pour ces terrains. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions.</p> <p>Les personnes consultées notifient au préfet et à l'exploitant leur accord ou désaccord sur ces propositions dans un délai de trois mois à compter de la réception des propositions de l'exploitant. En l'absence d'observations dans ce délai, leur avis est réputé favorable.</p> |

**Constats :**

L'exploitant a transmis copie au préfet le 24 octobre 2023 de la lettre au maire de Cusset avec sa proposition d'usage futur du site de type industriel.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Mémoire de réhabilitation**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 18/09/2000, article R512-39-3

**Thème(s) :** Situation administrative, Cessation d'activité

**Prescription contrôlée :**

I.- Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet, dans les six mois qui suivent l'arrêt définitif, un mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte tenu du ou des usages prévus pour les terrains concernés. Toutefois, ce délai peut être prolongé par le préfet pour tenir compte des circonstances particulières liées à la situation des installations concernées.

**Constats :**

L'exploitant n'a pas transmis son mémoire de réhabilitation compte-tenu des compléments demandés pour l'attestation de mise en sécurité.

**Note :** Depuis la présente visite, l'exploitant a transmis son mémoire de réhabilitation (ATTES-MEMOIRE) le 14 novembre 2025 (ATTES-SECUR v2 et ATTES-MEMOIRE v1). L'instruction de ce mémoire est réalisée par ailleurs.

**Type de suites proposées :** Sans suite